

SHORT NEWS

Mariage princier, image méritée

120 organes de presse internationaux, 750 accréditations de presse, dont 75 caméramans, 9 chaînes transmettant en direct, jusqu'en Russie... c'est ce qu'énumère la ministre du tourisme Françoise Hetto-Gaasch en réponse à une question parlementaire sur les retombées du mariage princier. Pour faire mieux, en termes d'attention médiatique, il faudrait sans doute un attentat contre les « Quad Towers » au Kirchberg ou un accident de niveau 7 à la centrale de Cattenom. Cependant, comme le précise la ministre, la couverture de la cérémonie de mariage « a majoritairement été très positive et a sans doute contribué à augmenter la renommée du Grand-Duché en véhiculant une image positive ». L'image véhiculée ainsi convient parfaitement aux marchands de souvenirs et aux vendeurs du secret bancaire : celle d'un pays d'opérette, où princes et princesses sont des pros, et les politiciens des amateurs tantôt complaisants, tantôt ridicules. Une image que les progressistes et démocrates de ce pays considèrent comme déplaisante, voire humiliante. Mais, au vu des événements des derniers mois, il devront concéder que le Luxembourg est bien cela : un Etat d'opérette.

Gegen Kranksparen, Katar und Kapitalismus

Die Entwicklungen in Europa richtig interpretieren, um eine Veränderung der Finanz- und Wirtschaftspolitik in Luxemburg einzufordern, so die Position von Déi Lénk, die am vergangenen Donnerstag vorgestellt wurde. Im Fiskalpakt sehen sie ein Instrument für Sozialabbau und Zerstörung der von den Arbeitern erkämpften Rechte. Weil andere Regierungen ähnlich vorgehen wie die luxemburgische, arbeitet Déi Lénk mit ihren europäischen Schwesterparteien in diesen und anderen Fragen zusammen. So wird mit den französischen, deutschen und belgischen Partnern ein Alternativprojekt für eine Stahlindustrie unter öffentlicher Kontrolle konzipiert. Déi Lénk sieht Arcelormittal als abschreckendes Beispiel von Raubtierkapitalismus und empfiehlt, bei Cargolux und anderen Gesellschaften, die staatliche Kontrolle zurückzugewinnen. Die Partei sieht durch die jüngsten Enthüllungen ihre Vermutung bestätigt, dass es hinter den Kulissen von Anfang an um eine 49-Prozent-Beteiligung von Katar ging. Und fordert, dass dem Parlament künftig keine Informationen mehr vorenthalten werden darüber, was mit öffentlichen Geldern in solchen direkt oder indirekt staatlich kontrollierten Firmen geschieht. Denn auch in einer Demokratie, so Déi Lénk, höhle man demokratische Prinzipien aus durch eine solche Geheimhaltung im Interesse der Privatwirtschaft oder undemokratischer Staaten.

Luxembourg mise sur l'agro-alimentaire

C'est une des conséquences directes de la crise des subprimes aux Etats-Unis : ces produits financiers étant devenus trop toxiques, les spéculateurs se sont jetés sur d'autres marchés, surtout l'agro-alimentaire. Avec des conséquences néfastes, comme une insécurité permanente sur les prix et des existences d'agriculteurs brisées un peu partout sur la planète. Bien sûr que le Luxembourg profite aussi de ces produits financiers. Le député vert Henri Kox a tenté d'en savoir plus dans une question parlementaire à laquelle le ministre des finances Luc Frieden vient de répondre. Ainsi, cette spéculation est permise au grand-duché, mais elle ne serait que très marginale : 0,04 pour cent du patrimoine global des fonds, soit 900 millions d'euros. Mais ce n'est qu'une semi-vérité, car ce chiffre ne s'applique qu'aux fonds qui investissent exclusivement dans l'alimentaire, alors que ces investissements figurent aussi dans les portefeuilles d'autres fonds. Donc, le chiffre réel devrait être plus grand encore. Encore heureux que pour Frieden, cette sorte de produits financiers ne constitue pas « un créneau à privilégier ».

AKTUELL



ARCELORMITTAL

Pas touche au château !

Luc Caregari

En décidant d'abandonner « temporairement » le bâtiment principal de l'avenue de la Liberté, Arcelormittal risque de s'attirer définitivement l'ire populaire.

Et encore une nouvelle « choc ». Entre-temps, on est tenté de croire qu'Arcelormittal produit plus de mauvaises nouvelles qu'il ne produit d'acier. Mais cette fois, ce n'est pas une usine qui est mise « provisoirement » à l'arrêt, mais bien le bâtiment principal d'Arcelormittal sur l'avenue de la Liberté. Une adresse que tout bon Luxembourgeois se doit de connaître, et qui figure, dans un certain sens, au patrimoine national - du moins du côté du ressentiment. Ce palais de la sidérurgie, que l'on fait parfois passer pour le palais grand-ducal aux touristes, est devenu l'un des symboles du pouvoir économique luxembourgeois. De nombreuses légendes se tressent autour de ses murs et ce n'est pas pour rien que sous l'occupation nazie, le Gauleiter Gustav Simon l'avait préféré à d'autres bâtiments comme lieu d'exercice du pouvoir. En traitant son siège comme une vulgaire usine, Arcelormittal risque d'éveiller la bête qui sommeille en chaque bon Luxembourgeois et qui se réveille quand quelqu'un touche à ses symboles nationaux. Il suffit de se rappeler les scènes qui se sont déroulées à Diekirch, lorsque la brasserie locale risquait la disparition.

Immanquablement, cette nouvelle a produit des réactions politiques. Et des plus extraordinaires en plus. D'un côté, on assiste à de curieuses alliances au niveau local, par exemple quand Serge Wilmes du CSV et Justin Turpel de Déi Lénk revendiquent en somme la même chose : la récupération du bâtiment par l'Etat. Ce qui a posé d'ailleurs des problèmes au par-

ti des pirates. Dans une intervention en ligne, leur président s'est échauffé et a défendu le droit à la propriété privée de Lakshmi Mittal. Pas sûr cependant que de telles prises de position vont attirer des électeurs à son parti. Il serait tout de même intéressant de connaître les réactions des responsables politiques impliqués, comme celle de la ministre de la Culture, Octavie Modert, qui est également responsable du Service des sites et monuments nationaux. Car le problème principal avec ce bâtiment, qui date de 1922, c'est qu'il n'est pas protégé officiellement. Certes, la procédure serait en cours et il est de toute façon logé dans une zone protégée par l'Unesco au titre de patrimoine mondial ; toujours est-il que ce manque de protection peut vouloir dire deux choses : soit le Service des sites et monuments nationaux a commis encore une fois une grosse boulette, soit l'Etat n'a même pas osé intervenir auprès du propriétaire, jugé trop important pour l'importuner avec de telles bagatelles.

Alors, est-ce que l'Etat va intervenir ? Entendra-t-on des phrases comme celles du ministre français du Redressement productif qui a clamé haut et fort qu'il ne voulait plus d'Arcelormittal dans son pays, ce qui a d'ailleurs choqué la famille Mittal, qui devrait pourtant se rendre compte qu'on ne trahit pas ses promesses impunément ? Tandis qu'en France, le ministre et même le président évoquent une nationalisation - du moins temporaire - de Florange, au Luxembourg par contre, le ministre de l'Economie Etienne Schneider se distancie de son camarade socialiste et de ses propos guerriers. Alors qu'au moins pour le siège, l'Etat luxembourgeois devrait se mobiliser - car pour une possible réaffectation du bâtiment, les idées ne manquent pas.